

Brochure n° 3042

**Conventions collectives nationales**

**ÉQUIPEMENTS THERMIQUES**

IDCC : 998. – **Exploitation d'équipements thermiques  
et de génie climatique**

**(Ouvriers, employés,  
techniciens et agents de maîtrise)**

IDCC : 1256. – **Entreprises de gestion d'équipements  
thermiques et de climatisation**  
**(Cadres, ingénieurs et assimilés)**

**ACCORD DU 4 JUILLET 2007**

**RELATIF AU SALAIRE MINIMUM MENSUEL GARANTI  
À COMPTER DU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2007**

**NOR : ASET0750892M**

**IDCC : 998**

Entre :

La fédération française des entreprises gestionnaires de services aux équipements, à l'énergie et à l'environnement (FG3E),

D'une part, et

La fédération matériaux, céramique, thermique, FG FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

*Champ d'application*

Le présent accord est applicable aux salariés qui relèvent de la convention collective nationale des ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise de l'exploitation d'équipements thermiques et de génie climatique.

## Article 2

### *Salaire minimum mensuel garanti de branche (SMMGB)*

En application de l'article 21.2 de la convention collective, le salaire minimum mensuel garanti de branche (SMMGB) au niveau 1 de la classification est fixé à 1 280 € à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2007.

## Article 3

### *Rémunérations minima annuelles professionnelles garanties (RMAPG)*

En application de l'article 21.2 de la convention collective, les rémunérations minima annuelles professionnelles garanties (RMAPG) sont fixées comme suit :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL GARANTI année civile 2007
1	15 744
2	16 126
3	16 959
4	17 999
5	19 039
6	20 288
7	21 848
8	23 929
9	26 450

Ces rémunérations minima annuelles professionnelles garanties (RMAPG) ne font obstacle ni à l'application des dispositions réglementaires portant fixation du salaire minimum de croissance (SMIC) ni à celle des lois relatives à la réduction négociée du temps de travail qui institue au profit des salariés rémunérés au SMIC une garantie de rémunération revalorisée au 1<sup>er</sup> juillet de chaque année.

## Article 4

Conformément à la loi du 4 mai 2004 les entreprises ne pourront déroger au présent accord, qui revêt un caractère impératif.

## Article 5

Toute organisation syndicale représentative au niveau national qui ne serait pas signataire du présent accord pourra y adhérer ultérieurement dans les conditions prévues par le code du travail.

Elle devra également en informer par lettre recommandée toutes les autres parties signataires.

## Article 6

Le présent accord sera notifié par lettre recommandée à l'ensemble des organisations syndicales représentatives au niveau national conformément au droit du travail. La date de cette notification sera le départ du délai d'opposition, en application de la loi du 4 mai 2004.

## **Article 7**

Les formalités de dépôt seront effectuées conformément aux dispositions légales selon les nouvelles procédures simplifiées en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2006, en vue d'extension.

Fait à Paris, le 4 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)